

GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

BUREAUX

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2
au coin du quai de l'Horloge
à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies)

ABONNEMENT
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. — Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

Sommaire.

ACTES OFFICIELS. — Nominations judiciaires.
JUSTICE CIVILE. — *Cour impériale de Paris* (3^e chambre) : Travaux exécutés par une compagnie de chemins de fer; écoulement des eaux d'une gare; pluies torrentielles; dommages survenus à des propriétés particulières; action en dommages-intérêts formée devant les Tribunaux civils; déclinatoire à fin de conflit formée par l'autorité administrative. — *Cour impériale de Paris* (4^e ch.) : Portraits de Pie IX; portraits de l'Empereur et de l'Impératrice; envois aux curés de la Bretagne et aux maires de la Champagne; refus de les accepter; réclamations de l'expéditeur aux commissionnaires de transports; recours en garantie; correspondance des ecclésiastiques. — *Cour impériale de Paris* (5^e ch.) : Mandat; salaires. — Jugements rendus à l'étranger; compétence des Tribunaux français. — *Cour impériale de Besançon* (1^{re} ch.) : Ministère public; action directe; non; titre de noblesse; acte de l'état civil; actes notariés; compétence; sursis à l'exécution préjudicielle; conseil du sceau des titres. — *Tribunal civil de la Seine* (2^e ch.) : Succession du vicomte de Talleyrand-Périgord; créanciers; contribution; fournisseurs; contestations; distribution de 206,866 fr. 66 c.; renvoi à l'audience.
JUSTICE CRIMINELLE. — *Cour de cassation* (ch. criminelle). — Bulletin : Délit de chasse; fermier; bail; action; préjudice. — Récidive; circonstances atténuantes; peine. — *Cour impériale d'Orléans* (ch. correct.) : Coups et blessures; flagrant délit; erreur du plaignant; acquittement.
CHRONIQUE.

ACTES OFFICIELS

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par décret impérial en date du 4 avril 1866, sont nommés :
Conseiller à la Cour impériale de Douai, M. Deshayes de Marcère, président du Tribunal de première instance d'Avesnes, en remplacement de M. Lenglet, admis à faire valoir ses droits à la retraite (décret du 1^{er} mars 1862 et loi du 9 juin 1853, art. 5, § 1^{er}), et nommé conseiller honoraire.
Président du Tribunal de première instance d'Avesnes (Nord), M. Hanvoye, juge au même siège, en remplacement de M. Deshayes de Marcère, qui est nommé conseiller.
Juge au Tribunal de première instance d'Avesnes (Nord), M. Clément, juge de paix du canton de Beaumetz-les-Loges, licencié en droit, en remplacement de M. Hanvoye, qui est nommé président.
Conseiller à la Cour impériale de Douai, M. Jorel, ancien magistrat, en remplacement de M. Guillaume Lenglet, décédé.
Juge suppléant au Tribunal de première instance de Périgueux (Dordogne), M. Jean-Sylvestre Edmond Ducas, avocat, en remplacement de M. Jamboulet-Perron, qui a été nommé substitut du procureur impérial.
Le même décret porte :
M. Ginéy, juge au Tribunal de première instance de Castellane (Basses-Alpes), remplira au même siège les fonctions de juge d'instruction, en remplacement de M. Liotard, qui a été nommé juge à Tarascon.

Voici l'état des services des magistrats compris au décret qui précède :

M. Deshayes de Marcère : 29 octobre 1853, substitut à Soissons; — 22 décembre 1855, substitut à Arras; — 14 décembre 1864, procureur impérial à Saint-Pol; — 21 octobre 1863, président à Auxerre.
M. Hanvoye : ... juge suppléant à Avesnes; — 23 mars 1861, juge au même siège.

JUSTICE CIVILE

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (3^e ch.).

Présidence de M. de Bastard, doyen.

Audience du 28 février.

TRAVAUX EXÉCUTÉS PAR UNE COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER. — ÉCOULEMENT DES EAUX D'UNE GARE. — PLUIES TORRENTIELLES. — DOMMAGES SURVENUS À DES PROPRIÉTÉS PARTICULIÈRES. — ACTION EN DOMMAGES-INTÉRÊTS FORMÉE DEVANT LES TRIBUNAUX CIVILS. — DÉCLINATOIRE À FIN DE CONFLIT PROPOSÉ PAR L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.

Les compagnies de chemin de fer étant obligées, aux termes de leur concession, à l'entretien des travaux qui doivent assurer l'exploitation de la ligne qui leur est concédée, doivent être considérées comme entrepreneurs de travaux publics pour l'entretien de ces mêmes travaux, et pour les mesures prises à cet effet par leurs agents.

En conséquence, si, par suite des mesures prises dans l'intérêt et dans la limite des travaux dépendant de sa concession, une compagnie de chemin de fer est actionnée à raison de faits ayant pu porter préjudice à des propriétés particulières, c'est aux Conseils de préfecture qu'il appartient de connaître des contestations, et l'autorité judiciaire doit se déclarer incompétente. (Loi du 28 pluviôse an VIII, article 4, et ordonnance royale du 1^{er} juin 1828.)

Les eaux d'une partie de la gare d'Auxerre et de ses dépendances s'écoulent sur un chemin rural dit le Port-Gerbeau, au moyen d'un aqueduc traversant l'avenue de la gare et d'un tuyau qui lui fait suite jusqu'au delà d'un chemin latéral. Ce mode d'écoulement d'eaux paraît n'avoir été, par lui-même, l'objet d'aucune critique de la part des propriétaires voisins.

Dans les premières années de l'exploitation les eaux venant ainsi de la gare étaient déversées directement sur le chemin du Port-Gerbeau où leur écoulement s'opérait sans difficulté par un fossé à ciel ouvert. Cependant, à la suite de travaux qui auraient été exécutés par le propriétaire d'un terrain et de constructions élevées le long de ce chemin, travaux consistant en un petit aqueduc en maçonnerie recouvert avec des dalles et des planches de sapin, qui paraît avoir été supprimé depuis au point même où le tuyau de fonte posé par la compagnie venait déver-

ser ses eaux, il arriva que l'eau descendant de l'avenue du chemin de fer, ne trouvant plus d'écoulement, n'avait issue que dans la terre et dans un massif de remblaiements que la ville d'Auxerre avait fait établir sur le chemin du Port-Gerbeau.

Les choses étaient en cet état lorsque, le 14 janvier 1865, une pluie torrentielle couvrit d'eau la cour et l'avenue de la gare d'Auxerre. Les approches du chemin de fer devenaient inabordable, et, pour essayer de rétablir les moyens d'accès, un des agents du chemin de fer de Paris à Lyon, ne sachant où l'écoulement des eaux se trouvait obstrué, fit enlever l'une des dalles recouvrant l'aqueduc de la Compagnie. L'eau s'échappa par cette issue sur le chemin latéral, et se répandit sur le chemin du Port-Gerbeau.

M. Espagnac, aubergiste, et propriétaire d'une maison située à l'angle du chemin latéral, vit sa maison entourée par les eaux, et, à la suite de cette inondation momentanée, crut devoir assigner la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée devant le Tribunal civil d'Auxerre à fin d'exécution des travaux nécessaires pour rendre aux eaux provenant de la gare d'Auxerre leur écoulement primitif, et aussi à fin de dommages-intérêts pour le préjudice à lui causé, qu'il évaluait à 5,000 francs.

Sur cette demande, la Compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée opposa l'incompétence du Tribunal, soutenant que, le fait étant le résultat de travaux publics entrepris à raison de concession faite par l'Etat et nécessités par l'exploitation de la ligne du chemin de fer, les débats à naître de l'action du sieur Espagnac, vis-à-vis d'elle ne pouvaient être soumis à l'autorité judiciaire.

Le Tribunal civil d'Auxerre, par jugement du 5 avril 1865, a rejeté en ces termes l'exception d'incompétence :

« Attendu que l'invasion des eaux autour et au dedans de la maison des époux Espagnac dans les journées des 14, 15 et 19 janvier dernier (1865) n'est née par aucune des parties :

« Qu'elles sont en désaccord, seulement, sur les causes de ces sinistres, et, qu'avant toute défense, la Compagnie du chemin de fer oppose l'incompétence du Tribunal civil par la raison que, concessionnaire de l'Etat, les travaux par elle exécutés ont le caractère de travaux publics, et que, à ce titre, l'autorité administrative peut seule être appelée à statuer sur l'action qui lui est intentée ;

« Attendu que, lors de la construction de la gare d'Auxerre, la Compagnie du chemin de fer de Lyon, agissant en vertu de son titre de concession et comme substituée aux droits de l'Etat, a fait établir un aqueduc et, à la suite d'un tuyau en fonte pour faire écouler les eaux de la gare et de ses avenues vers le chemin du Port-Gerbeau, sur lequel elles prenaient cours par un fossé à ciel ouvert, latéral audit chemin ;

« Que ces travaux ont été exécutés sous le contrôle et la surveillance de l'administration, et qu'aux termes du cahier de charges annexé au décret de concession, l'Etat descriptif a dû être dressé et que la Compagnie est demeurée chargée de les entretenir en bon état ;

« Que les aqueducs et tuyaux ainsi établis suffisaient à l'écoulement des eaux et assuraient par là la sécurité des propriétés voisines, et que, si la Compagnie eût fait des travaux pour les maintenir dans leur état primitif, état approuvé par l'administration et accepté par les intéressés, on concevrait sa prétention de s'abriter sous la loi du 28 pluviôse an VIII ;

« Mais qu'en faisant pratiquer une ouverture dans cet aqueduc, en tête du tuyau de fonte, elle a détruit ce qu'elle avait la charge d'entretenir ;

« Qu'il est impossible de faire rentrer cette œuvre dans les conditions du cahier de charges qui lui impose une obligation toute contraire, et qu'elle n'algue ni une prescription, ni une autorisation nouvelle de l'administration ;

« Qu'en cet état cette entreprise ne peut être considérée comme effectuée en matière de travaux publics et sous le couvert de l'Etat, mais bien comme une voie de fait ordinaire dont l'appréciation tombe dans le droit commun ;

« Par ces motifs,
« Le Tribunal se déclare compétent, retient l'affaire pour être plaidée au fond ;

« Condamne la Compagnie du chemin de fer aux frais de l'incident. »

En suite de ce jugement, la cause aurait été plaidée au fond, et la demande formée par Espagnac aurait été, paraît-il, admise en partie contre la Compagnie du chemin de fer par jugement du 11 avril suivant.

Cependant, sur la question de compétence, résolue par le jugement du 5 avril, dont nous venons de donner le texte, la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée avait interjeté appel.

D'autre part, usant du bénéfice du dernier paragraphe de l'article 4 de l'ordonnance royale du 1^{er} juin 1828, M. le préfet de l'Yonne, intervenant à l'instance d'appel, a, conformément à l'article 6 de ladite ordonnance, demandé le renvoi de l'affaire devant l'autorité administrative, proposition déclinatoire à fin de conflit.

En cet état, sur les conclusions de M. l'avocat général Legendre, et après les plaidoiries de M^{re} Dufaur, avocat de la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, et de M^{re} Binoche, avocat du sieur Espagnac, infirmé, la Cour a infirmé par arrêt ainsi conçu :

« La Cour,

« Statuant sur l'appel interjeté par la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée d'un jugement rendu par le Tribunal civil d'Auxerre, le 5 avril 1865, ensemble sur les conclusions et réquisitions de M. le procureur général impérial présentant le déclinatoire proposé par le préfet de l'Yonne, en date du 19 juin 1865, concluant, en exécution de la loi du 28 pluviôse an VIII et de l'ordonnance royale du 1^{er} juin 1828, à l'incompétence de l'autorité judiciaire et au renvoi devant l'autorité administrative sur la demande formée par le sieur Espagnac contre la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée ;

« Considérant que les faits dont se plaint Espagnac résultent de travaux exécutés par l'administration de la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour l'exécution et l'entretien desquels elle est concessionnaire de l'Etat et substituée à l'Etat lui-même pour l'exécution des diverses obligations d'entretien des travaux publics résultant de sa concession ;

« Considérant que les travaux exécutés par la compagnie, quel que soit leur résultat, devant être considérés, dans l'espèce, comme des travaux d'entretien, et rentrant dans la catégorie de ceux prévus par la loi du 28 pluviôse an VIII, c'est aux Conseils de préfecture qu'il appartient, aux termes

de ladite loi, de connaître de la contestation actuelle comme de l'ort et dommages causés par des entrepreneurs de travaux publics ;

« Considérant, dès lors, que c'est à tort que le Tribunal civil d'Auxerre s'est déclaré compétent et a retenu la cause ;

« Met l'appellation et ce dont est appel au néant ;

« Enjoint, décharge la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée des dispositions et condamnations contre elle prononcées, et, statuant à nouveau :

« Faisant droit au déclinatoire proposé par M. le préfet de l'Yonne ;

« Dit que l'autorité judiciaire était et est incompétente pour statuer sur la demande formée par le sieur Espagnac contre la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée ;

« Renvoie, en conséquence, les parties à se pourvoir devant les autorités qui en doivent connaître, tous droits et moyens restant d'ailleurs respectivement réservés ;

« Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel, et condamne Espagnac aux frais de première instance et d'appel, faits sur l'incident d'incompétence. »

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (4^e chambre).

Présidence de M. Tardif.

Audience du 22 mars.

PORTRAITS DE PIE IX. — PORTRAITS DE L'EMPEREUR ET DE L'IMPÉRATRICE. — ENVOIS AUX CURÉS DE LA BRETAGNE ET AUX MAIRES DE LA CHAMPAGNE. — REFUS DE LES ACCEPTER. — RÉCLAMATIONS DE L'EXPÉDITEUR AUX COMMISSIONNAIRES DE TRANSPORTS. — RECOURS EN GARANTIE. — CORRESPONDANCE DES ECCLÉSIASTIQUES.

Dans le courant de juillet et août 1863, M^{re} veuve Delahaye, négociante à Paris, dans un but de spéculation, adressa à chacun de MM. les curés des paroisses des départements d'Ille-et-Vilaine et du Finistère, et sa sœur qu'ils eussent demandé, une caisse renfermant le portrait en plâtre fin et en demi-relief de Sa Sainteté le pape Pie IX. Elle avait pris soin de placer dans ces caisses une lettre imprimée affranchie d'avance portant son adresse en suscription, et ainsi conçue :

Monsieur le curé,
L'administration désirent s'assurer que ses envois parviennent fidèlement à destination, joint à chaque envoi qu'elle fit le présent avis qu'elle vous prie de vouloir bien lui retourner revêtu de votre signature.

Chaque caisse renfermait aussi la facture montant à 7 francs, y compris 1 franc de port.

Deux cent quarante-trois de ces caisses portant des adresses de MM. les curés des deux départements que nous avons indiqués ont été remises par M^{re} veuve Delahaye à M^{re} veuve Mainot, commissionnaire de roulage à Paris, pour être transmises à leurs adresses. M^{re} veuve Mainot les a confiées, à son tour, à son correspondant, M. Maubon, commissionnaire de transport à Rennes, en le chargeant de les remettre franco à leur destination. Celui-ci parait avoir rempli sa mission de son mieux.

Dans une autre direction et dans les arrondissements de Reims et de Châlons, M^{re} Delahaye envoya à la même époque aux maires des communes rurales, dans les mêmes circonstances, par les mêmes moyens et par M^{re} Mainot, qui s'adressa à M. Coton, commissionnaire de transport à Reims, les portraits aussi en plâtre fin et demi-relief qu'elle appelait portraits officiels de LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice.

Ces cinquante caisses furent ainsi remises par M. Coton aux destinataires, avec exactitude, paraît-il.

De but cet résultat ce qu'on peut aisément pressentir : certains destinataires réexécutèrent les caisses qui leur avaient été envoyées à MM. Maubon et Coton, qui, de leur côté, les renvoyèrent au chemin de fer. L'adresse de M^{re} Delahaye, avec note des frais de transport. D'autres destinataires recevant des caisses qu'ils n'avaient pas demandées, ni les refusèrent, ou les gardèrent, ne se trouvant pas là quand elles leur furent apportées, et attendirent qu'on tint les leur réclamer.

M^{re} Delahaye refusa les caisses qui lui avaient été retournées, et prévint MM. Maubon et Coton qu'elle avait cédé son commerce à MM. Piré et Delhomme, auxquels elle les engagea à s'adresser pour régler avec eux l'opération des portraits. Un procès s'ensuivit. MM. Piré et Delhomme demandèrent à M^{re} veuve Mainot la justification qu'ils avaient remis les colis, sinon le paiement de leur valeur. Celle-ci forma contre MM. Maubon et Coton une demande en garantie; enfin ceux-ci réclamèrent à M^{re} Mainot le paiement de leurs transports et de leurs distributions de caisses à domicile, avec des dommages-intérêts, et cette dame conclut, de son côté, contre MM. Piré et Delhomme, à l'agrandissement des condamnations demandées contre elle par MM. Maubon et Coton.

Il a été statué sur toutes ces demandes par jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 2 juin 1865, ainsi conçu :

« Vu la connexité,
« Le Tribunal joint les causes, et, statuant sur le tout par un seul et même jugement :

« Sur la demande de Piré et Delhomme en justification de remise de colis, sinon en paiement de leur valeur :

« Attendu qu'il résulte des débats et pièces produites qu'une dame Delahaye et un sieur Maurin, aux droits desquels les demandeurs sont aujourd'hui subrogés, ont remis dans le courant de juillet 1863, à Mainot et Lardière, commissionnaires de roulage, deux cent vingt-deux caisses contenant des médaillons du portrait de Pie IX, d'une valeur de 1,332 fr., pour être distribués dans les environs de Rennes, et cent cinquante autres caisses contenant des médaillons des portraits de l'Empereur et de l'Impératrice, d'une valeur de 1,425 fr., à distribuer dans les environs de Châlons-sur-Marne, à des adresses indiquées ;

« Attendu que si la dame veuve Mainot prétend qu'elle devrait être mise hors de cause, l'entreprise Mainot et Lardière ne s'étant chargée du transport que jusqu'à Rennes et Châlons, il résulte, au contraire, des documents produits qu'elle avait accepté le mandat de délivrer les colis à destination; qu'elle s'est substituée dans son mandat, Maubon à Rennes, et Coton à Châlons; que responsable de leurs faits, elle ne saurait être mise hors de cause, et doit être, au contraire, tenue de justifier de la remise aux destinataires des dites caisses, sinon à en payer la valeur ;

« En ce qui touche la demande de la dame veuve Mainot contre Maubon et Coton ;

« Sur la demande en garantie :
« Attendu que la dame veuve Mainot justifie avoir remis les caisses, objet du débat, aux mains de Coton et Maubon, que ceux-ci doivent donc être tenus à la justification demandée, et en conséquence garantir leur mandat ;

« Sur la demande en dommages-intérêts :
« Attendu qu'il n'y a lieu de faire droit à cette demande ;

« Sur les demandes reconventionnelles de Maubon et Coton contre la dame veuve Mainot en paiement de 218 fr. 85 cent. pour le premier, pour prix de transports et distributions de caisses, et 60 fr. 91 cent. pour le second, à raison des mêmes causes, et sur la demande additionnelle de Maubon en paiement de 173 fr. ;

« Attendu que ces demandes ne sauraient être accueillies avant que Maubon et Coton aient fait la preuve qu'ils ont accompli leur mandat en transportant et remettant les caisses à leur destination; qu'ils doivent donc, quant à présent, être déclarés non recevables sur ce chef de demande ;

« En ce qui touche le 1,000 fr. de dommages-intérêts demandés par chacun d'eux :

« Attendu que de ce qui précède il résulte que ces demandes doivent être rejetées ;

« Sur la demande de la dame veuve Mainot contre Piré et Delhomme en garantie des condamnations qui pourraient être prononcées contre elle au profit de Maubon et Coton, et dans tous les cas, en paiement de 1,000 fr. et de 100 fr. à titre de dommages-intérêts :

« Atte du qu'aucune condamnation n'étant prononcée contre la dame veuve Mainot ou au profit de Coton et Maubon, les demandes tant en garantie que celles au paiement de dommages-intérêts deviennent sans objet ;

« Par ces motifs,

« Le Tribunal, jugeant en premier ressort,
« Ordonne que dans les trois mois de la signification du présent jugement, la dame veuve Mainot, en son nom et qualité qu'elle agit, sera tenue de rendre compte à Piré et à Delhomme de la remise des caisses objet du procès, sinon et faute par elle de ce faire dans le dit délai et icelui passé, la condamne, dès à présent, par les voies de droit seulement, à en payer la valeur, fixée à 2,787 fr., avec les intérêts suivant la loi,

« Et condamne la dame veuve Mainot à en son nom et qualité ;

« Condamne Coton et Maubon, chacun en ce qui le concerne, par toutes les voies de droit, à garantir et indemniser la dame veuve Mainot de la condamnation ci-dessus prononcée contre elle au profit de Piré et Delhomme, en principal, intérêts et frais, à la charge par cette dernière de faire à Maubon et Coton la contre-signification de ces procès-verbaux, la signification à elle faite ;

« Déclare la dame veuve Mainot mal fondée en sa demande en dommages-intérêts contre Coton et Maubon, l'en déboute ;

« Déclare Maubon et Coton, quant à présent, non recevables, en tout cas mal fondés en leurs demandes, fins et conclusions contre la dame veuve Mainot, les en déboute et les condamne aux dépens. »

MM. Maubon et Coton ont interjeté appel de ce jugement dont M^{re} veuve Mainot a aussi interjeté un appel éventuel.

MM. Maubon et Coton ont soutenu qu'ils n'avaient pas accepté d'autre mission que de remettre franco des caisses à leur destination, et qu'ils n'avaient jamais eu pour mandat de les offrir et d'en percevoir le prix si on leur acceptait, ou de les reprendre si elles étaient refusées. M. Maubon, pour établir que l'opération pratiquée par M^{re} Delahaye était de mauvais aloi et ne pouvait mener à un résultat tout à fait satisfaisant, a produit plusieurs lettres postérieures au jugement, à lui adressées par des ecclésiastiques se plaignant vivement des procédés dont ils avaient été l'objet.

L'un d'eux, en effet, écrivait :

M^{re} Delahaye est parfaitement libre de m'envoyer tout ce qu'elle a dans son magasin; n'ai qu'elle vienne me dire après cela : Vous m'avez une somme de... toutes ces lettres que vous ne m'avez pas demandées : moi à un droit que je ne peux lui reconnaître. Comment surtout ose-t-elle mêler à ses inqualifiables procédés l'auguste et à jamais illustre Pie IX ! Le portrait est chez moi; M^{re} Delahaye l'a envoyé; qu'elle le fasse reprendre quand elle voudra.

Un autre a écrit à M. Maubon :

N'ayant fait à M^{re} Delahaye aucune demande et ne sachant ce que contenait la boîte que vous m'avez envoyée, je l'ai conservée dans le même état que je l'ai reçue. Vous pouvez la faire reprendre quand vous voudrez.

Je vous prie de faire savoir à M^{re} Delahaye que sa manière d'agir est souverainement malhonnête et que je la dispense de tout autre envoi.

Un autre :

M^{re} Delahaye nous regarde vraiment, nous curés de campagne, comme des imbéciles.

Il suffira donc aujourd'hui à un marchand qui veut se débarrasser de sa marchandise de l'envoyer partiellement aux différents curés des provinces et tirer ensuite à vue sur eux. Vraiment cette bonne dame est spirituelle à l'excès ! Je lui ai écrit que je ne reconnaissais à aucun marchand le droit de m'imposer sa marchandise, que je ne lui avais pas demandé le portrait du Saint-Pontific, qu'elle pouvait le faire reprendre et que je ne lui paierais pas.

Un autre :

Dès que j'ai ouvert la caisse, je soupçonnais la possibilité d'un revers de médaille qui ne fut pas de mon goût, et j'ai laissé le portrait du Saint-Père dans sa petite caisse qu'il n'a jamais quittée.

Je ne connais aucun point de loi qui me rende taillable à la volonté de MM. les industriels de Paris et je ne prendrai pas de moi-même cette espèce de servitude.

Vous pourrez faire reprendre la caisse quand il vous plaira.

Enfin un dernier :

Je cherchais dans toutes les langues, sans la trouver, une expression pour flétrir ce procédé de vouloir en quelque sorte imposer à quelqu'un pour le lui faire payer, au dire des connaisseurs, au moins le double de sa valeur. Il n'y a, je pense, qu'une M^{re} Delahaye à vouloir user de ce procédé. Si j'avais un consilium à lui donner, ce serait qu'à l'avenir elle n'envoyât ses portraits qu'à ceux qui les lui demanderaient, au lieu de chercher à exploiter de pauvres curés, pour rire ensuite de leur simplicité.

M^{re} de Kermarec a plaidé pour M. Maubon.

M^{re} Guindard a plaidé pour M. Coton.

M^{re} Pignon a soutenu l'appel éventuel de M^{re} Mainot.

M^{re} Duhamel a défendu le jugement dans l'intérêt de MM. Piré et Delhomme.

La Cour a rendu l'arrêt infirmatif suivant :

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Vaise.

Bulletin du 5 avril.

DÉLIT DE CHASSE. — FERMIER. — BAIL. — ACTION. — PRÉJUDICE.

Le fermier auquel son bail n'accorde pas le droit de chasse, peut néanmoins exercer l'action en délit de chasse contre l'individu qui, dans le cours d'un fait de chasse en contravention à la loi, a détruit ses récoltes et par là lui a porté un préjudice dont réparation lui est due.

Cassation après un long délibéré en chambre du conseil, sur le pourvoi du sieur Pierre Philippe, de l'arrêt de la Cour impériale d'Aix, Chambre correctionnelle, du 8 novembre 1865, qui acquitte le sieur Chateaux.

M. Legagneur, conseiller rapporteur; M. Bedarrides, avocat général, conclusions conformes. — Plaidant, M. Costa, avocat du sieur Philippe.

NOTA. — Cette question est fort intéressante; nous y reviendrons dans un de nos prochains numéros en donnant le texte de l'arrêt.

RÉCIDIVE. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — PEINE.

L'individu en état de récidive de crime, déclaré coupable d'un nouveau crime passible de la peine des travaux forcés à temps, ne peut être condamné qu'au minimum de cette peine ou même à la peine inférieure, lorsque le jury a reconnu des circonstances atténuantes en sa faveur.

Dans ce cas, la peine ne peut être que de cinq ans de travaux forcés, ou de cinq à dix ans de reclusion. Est nul en conséquence l'arrêt qui a condamné à dix ans de travaux forcés; mais cette annulation ne porte que sur la peine, et la déclaration du jury conserve son effet.

Cassation, sur le pourvoi de Joseph-Maurice Dejost, de l'arrêt de la Cour d'assises de l'Yonne, du 19 mars 1866, qui l'a condamné à dix ans de travaux forcés pour vol qualifié.

M. Lescoux, conseiller rapporteur; M. Charrins, avocat général, conclusions conformes. — Plaidant, M. Tambour, avocat.

La Cour a, en outre, rejeté les pourvois :

1° De Pierre Rufier, condamné, par la Cour d'assises de l'Aveyron, à dix ans de reclusion, pour attentat à la pudeur; — 2° De Jean Marcellac (Aveyron), six ans de reclusion, vol; — 3° De Jeanne Opis, dite Allraud (Haute-Loire), sept ans de reclusion, vols qualifiés; — 4° De Louis Armand Ansiaume et de Rosalie Lefèvre, femme Batille (Eure), dix ans de travaux forcés et cinq ans de reclusion, pour vol qualifié; — 5° De Mathieu (Aveyron), dix ans de reclusion, attentat à la pudeur; — 6° De Mario-Rose Pietri, femme Grave (Corse), vingt ans de travaux forcés, infanticide; — 7° De Pierre-Jules Lecier (Eure), cinq ans de reclusion, vols qualifiés; — 8° De Séraphin Bondou (Yonne), six ans de reclusion, vol qualifié; — 9° De Charles-Henri Chéron (Eure), dix ans de travaux forcés et cinq ans de reclusion, pour vol qualifié; — 10° De Jean-François Cumine (Haute-Loire), quinze ans de travaux forcés, vols qualifiés; — 11° De Marie-Jeanne Audrain (Loire-Inférieure), trois ans d'emprisonnement, vol qualifié; — 12° De François Joseph Dupuis et Joseph Hermetz (Pas-de-Calais), huit ans de travaux forcés et un an d'emprisonnement, faux; — 13° De Antoine-François Raynal (Aveyron), vingt ans de travaux forcés, vol; — 14° De Joseph Michel (Oise), huit ans de travaux forcés, banqueroute frauduleuse; — 15° De Olympe Broussin (Sarthe), douze ans de travaux forcés, vols qualifiés; — 16° De Antoine Dausse (Aveyron), sept ans de reclusion, vols qualifiés; — 17° De Laurent-Eloi Delaporte (Oise), douze ans de travaux forcés, faux; — 18° De Jean Lamour (Morbihan), huit ans de reclusion, incendie; — 19° De Nicolas Polidori (Corse), cinq ans d'emprisonnement, tentative de meurtre.

COUR IMPÉRIALE D'ORLÉANS (ch. correct.).

Présidence de M. Porcher.

Audience du 19 mars.

COUPS ET BLESSURES. — FLAGRANT DÉLIT. — ERREUR DU PLAIGNANT. — ACQUITTÉMENT.

On peut se demander tout d'abord comment, en matière de flagrant délit, une erreur sur la personne du prévenu est possible! C'est pourtant ce qui est arrivé à Blois le 26 février dernier. Voici, en effet, ce qui s'est passé : Le nommé Alexandre Carreau, ouvrier menuisier, vint déclarer le 26 février dernier, au commissaire de police de la ville de Blois, que la veille, vers neuf heures et demie du soir, sortant d'un bureau de tabac, il avait été frappé sur le côté droit de la tête, au-dessus de l'œil, avec une telle violence, qu'il en était tombé par terre. Il se releva et s'achemina vers son domicile, en se disant que, sans doute, il avait été pris pour un autre, puisqu'il n'avait eu de discussion avec personne; quand, tout à coup, le même agresseur, sortant de derrière un bâtiment, se rua de nouveau sur le plaignant et le frappa à coups redoublés; mais cette fois le sieur Carreau parvint à retenir l'agresseur par ses vêtements et à le faire tomber à terre avec lui. A cet instant, la femme Carreau survint et accourut à l'aide de son mari, aussitôt l'inconnu se releva et s'enfuit à toutes jambes, sans mot dire.

Immédiatement, le commissaire fit recueillir des renseignements, et apprit du débitant de tabac, M. Sonnet, qu'au même jour et presque à la même heure, un Carreau avait fait une acquisition chez lui, le nommé Augé, marchand, condamné libéré en surveillance, était entré dans le bureau, et que cet homme était peut-être le coupable recherché. Ce dernier fut mis en présence de Carreau qui déclara, sans hésitation aucune, le reconnaître pour l'agresseur de la veille; et Augé fut arrêté immédiatement, puis livré à la justice.

Le jour même, et en vertu de la loi sur les flagrants délits, Augé comparut devant le Tribunal de Blois. Quatre témoins étaient cités à cette audience : MM. Suzanne, commissaire de police; Alexandre Carreau, plaignant; Eugène Hulery et Marie Perrotin.

M. le commissaire, dans sa déposition, reproduit la plainte du sieur Carreau, et ajouta même que « le prévenu, après avoir nié les faits, avait fini par les avouer. »

Le témoin Carreau répéta la déposition qu'il avait faite à M. le commissaire de police, en ajoutant toutefois : « Je crois bien reconnaître dans Augé l'individu qui m'a frappé; il avait sa taille et des moustaches; mais je ne l'ose pas affirmer; on ne m'a dit pas de l'idée que c'est lui. »

Le troisième témoin, Eugène Hulery, avait causé avec Augé vers neuf heures et demie du soir, et avait été prendre un verre de vin avec lui chez le sieur Sonnet.

Quant au dernier témoin, la fille Perrotin, elle avait remarqué que les vêtements d'Augé étaient remplis de boue; que son paletot était déchiré le 26, et qu'il ne l'était pas la veille.

A ces dépositions venaient se joindre les renseignements suivants, fournis par Augé par le casier judiciaire. Augé avait été condamné, le 1^{er} mai 1848, à un an de prison, pour vol, par la Cour d'assises de la Seine; le 11 mai 1850, à six jours de prison, pour coups volontaires, par le Tribunal de Blois; le 16 juillet 1853, en quinze mois de prison, pour vol simple, par la Cour de Paris; le 6 juillet 1855, à cinq ans de prison et cinq ans de surveil-

lance, pour vol simple, mais en récidive, par la Cour de Paris, et enfin, le 27 mai 1863, en deux ans de prison, pour attentat aux mœurs, par le Tribunal de Blois.

Quant au prévenu, il avait affirmé que le 23 février il n'avait frappé personne, et qu'il ne connaissait pas le plaignant, qu'il n'avait rien avoué au commissaire de police, et qu'enfin il n'était pas coupable.

Malgré ses protestations, le Tribunal, considérant qu'il résultait des débats que, dans la soirée du 26, Augé avait volontairement porté des coups et fait des blessures au nommé Carreau, et qu'il était en état de récidive; admettant, toutefois, l'art. 463, condamna Augé en treize mois d'emprisonnement, cinq ans de surveillance et aux dépens.

Le jugement venait à peine d'être rendu, que le même jour M. le commissaire de police informa M. le procureur impérial qu'Augé n'était point l'auteur du fait commis le 26 février, mais que c'était un nommé Hémery, ouvrier charpentier, qui ne le contestait pas, et que la scène avait eu des témoins, circonstance que Carreau n'avait pas fait connaître; qu'il y avait entre Hémery et Augé une similitude de taille, de traits et de coupe de barbe qui expliquait l'erreur de Carreau.

Mais si l'erreur devenait évidente, l'information avait révélé que le condamné Augé s'était rendu, à plusieurs reprises, coupable d'attentat aux mœurs, et une nouvelle information fut dirigée contre lui.

Toutefois, sur l'appel interjeté par lui le 28 février, la Cour est saisie de l'affaire qui le concerne.

A l'audience de ce jour, M. l'avocat général Boullé fait connaître à la Cour qu'Augé, détenu à Blois, comme inculpé d'un délit autre que celui mentionné dans le jugement du Tribunal de Blois et interpellé par M. le procureur impérial de Blois sur la question de savoir s'il désirait être transféré à Orléans pour voir statuer sur son appel, avait répondu négativement; en conséquence, M. l'avocat général requiert qu'il soit donné défaut contre Augé et passé outre aux débats.

La Cour, après en avoir délibéré, fait droit à ces réquisitions et entend le rapport de M. le conseiller de La Taille. Ensuite ayant délibéré de nouveau : « Considérant que des documents nouveaux recueillis depuis la décision des premiers juges et annexés à la procédure, il résulte qu'Augé n'est pas l'auteur des coups et blessures qui lui étaient imputés et dont le nommé Carreau a été victime, infirmer le jugement rendu le 27 février dernier par le Tribunal correctionnel de Blois; le décharge des condamnations prononcées contre lui et le renvoie des fins de la plainte, sans dépens. »

CHRONIQUE

PARIS, 5 AVRIL

Le Tribunal de commerce de Paris, dans son audience du 4 avril, a ordonné la lecture publique et la transcription sur son registre d'une dépêche de M. le sénateur préfet de la Seine portant que l'exequatur de S. M. l'Empereur a été accordé à M. Alexandre de Goldschmidt, consul de Hanovre à Paris.

En conséquence, M. Alexandre de Goldschmidt peut valablement librement à l'exercice public des fonctions à lui conférées.

C'est sur la dénonciation de tous les locataires de la maison qu'ils habitent que le sieur Barry, journalier, et sa femme comparaissent devant le Tribunal correctionnel, sous la prévention de mauvais traitements par eux exercés sur deux de leurs enfants, un garçon de huit ans, Firmin, et Louise, petite fille de trois ans.

Les déclarations des témoins ont été accablantes pour les prévenus. Voici les principales :

Le sieur Dutot : Je suis propriétaire de la maison rue Dutot prolongée, 16, habitée par les époux Barry, et je l'habite moi-même. Je n'ai pas vu le mari et la femme battre leurs enfants, mais presque tous les jours j'entendais des cris et en même temps des bruits de coups. Les deux malheureux enfants n'étaient pas nourris; la petite fille couchait dans un berceau, sur des haillons qu'on laissait exposés à la pluie toute la journée. Pendant que ces enfants manquaient de tout, les parents faisaient bombance; ils absorbaient tous les jours quatre litres de vin, sans compter l'absinthe ou autres liqueurs; la femme s'enivrait souvent. Le mari, qui est journalier, partait le matin et ne rentrait que le soir, abandonnant les enfants aux soins de sa femme qui, elle-même, faisait de longues absences, emmenant avec elle ses deux enfants préférés, jetant Firmin à la porte et enfermant la petite Louise dans le logement. Un jour, que l'absence de la mère durait depuis plus de cinq heures, Firmin, qui entendait sa petite sœur crier par la fenêtre : J'ai faim! j'ai faim! arriva avec un marteau, cassa la serrure et fit sortir Louise. Tous deux ne cessaient de crier : J'ai faim! j'ai faim! Tous les locataires de la maison s'empressèrent de leur apporter quelque chose; les pauvres enfants ne mangeaient pas; ils dévorèrent.

Le sieur Corby, ferblantier : Sans reproche, les pauvres enfants, je leur ai donné à manger le plus que j'ai pu; ça fendait le cœur, de voir ce que leur mère leur donnait. Une fois, j'ai retiré au petit Firmin des pommes de terre pourries; sa mère lui avait dit que s'il ne les mangeait pas, il serait battu. Le pauvre enfant n'avait pas de lit; il couchait tout habillé en travers de la porte. Souvent on le mettait à la porte à quatre ou cinq heures du matin, et il ne devait rentrer qu'à neuf ou dix heures du soir; il mourait toujours de faim et de froid; souvent on l'a vu chercher sa vie dans les tas d'ordures.

La femme Pelletier, femme de ménage, déclare qu'en décembre dernier, la petite Louise, morte depuis, était malade, sa mère ne seulement ne lui donnait aucun soin, mais refusait de la porter à l'hôpital des enfants. C'est elle-même, la femme Pelletier, qui a porté l'enfant à l'hôpital, où elle n'a pas tardé à succomber. Le témoin ajoute que les deux enfants étaient tenus si malproprement qu'ils étaient couverts de vermine.

La dernière déposition a été celle de la femme Volland, crémère. Un matin, dit le témoin, que je jetais dans la rue des légumes gâtés, je vis un petit garçon se précipiter dessus et les manger avec avidité; c'était en hiver, à sept heures du matin; il faisait petit jour à peine. Depuis ce moment je lui ai donné à manger toutes les fois que je le voyais. Je ne connaissais pas ses parents, mais à le voir, je n'en ai pas eu bonne opinion; il m'a dit que son père et sa mère le battaient avec un bâton et moi, il m'a dit un jour que je l'engageais à s'asseoir chez moi, il m'a dit qu'il ne le pouvait pas; que sa mère, qui l'avait battu la veille, l'avait blessé et qu'il souffrait beaucoup. Quand je le faisais entrer dans ma boutique, j'étais obligée de tenir la porte ouverte; il était putréfié de vermine et exhalait une odeur empoisonnée.

Sur les conclusions sévères de M. l'avocat impérial Manuel, le Tribunal a condamné Barry à six mois et sa femme à treize mois de prison.

— Il faut que Rouquet ait un fier amour pour la fille de Sébillion; c'est après bien des mois de patience qu'il s'est décidé à porter plainte en voies de fait contre l'homme dont il aspire à devenir le gendre; mais il n'y

avait plus moyen d'y tenir : qu'on en juge plutôt.

Rouquet est marchand de vin. Il expose ainsi les faits dont il se plaint :

Il faut que le père Sébillion m'ait aussi tellement poussé à bout, voyez-vous, messieurs, que l'innocent au sein de sa mère aurait perdu patience de recevoir à chaque instant des atouts et de voir avaler son vin à l'œil...

M. le président : Enfin, de quoi vous plaignez-vous ?

Rouquet : De ça ; il me semble que c'est bien assez.

M. le président : Mais de ça, quoi ? Vous n'avez rien fait connaître.

Rouquet : Faut-il vous dire tout ? Alors nous couchons ici.

M. le président : Faites-nous connaître rapidement quelques faits, notamment la scène du 16 mars ?

Sébillion : Trainez devant les Cours et Tribunaux les cheveux blancs d'un homme qu'on veut aspirer à son alliance !

M. le président : Vous vous expliquerez tout à l'heure.

Sébillion : C'est tout expliqué, c'est la boisson.

Rouquet : Père Sébillion, j'en suis fâché, mais...

M. le président : Parlez au Tribunal.

Sébillion : Oui, déshonorer l'homme que...

M. le président : Voulez-vous vous taire ?

Sébillion : Avec reconnaissance, mon juge. (Rires.)

Rouquet : C'est à moi à parler ?

M. le président : Oui.

Rouquet : Voilà : Etant marchand de vin, il se trouve que le père Sébillion m'a donné sa pratique, que ça n'est pas pour dire, mais comme pratique, il n'en faut pas lourd comme lui pour vous réduire à la mendicité la plus... je ne trouve pas le mot...

Sébillion : Ça ne fait rien. (Rires.)

Rouquet : Enfin, à la mendicité la plus indigente.

M. le président : Mais dites donc à propos de quoi il vous a frappé et quels coups il vous a portés ?

Rouquet : Mais, monsieur, à propos de rien du tout ; il entre chez nous, n'est-ce pas ; il est pochard comme une vieille grive ; il me demande une chopine ; moi, je lui dis raisonnablement : Père Sébillion, vous en avez assez comme ça ; ce qui est de ma part une preuve de délicatesse.

Sébillion : Cornichon... (Rires bruyants.)

M. le président : Encore une fois, je vous invite à vous taire. Vous invectivez le plaignant, à présent !... c'est intolérable.

Rouquet : Eh bien, monsieur, voilà le bonhomme tout craché, vous l'entendez. Pour lors, quand je lui dis ça, comme un homme honnête, savez-vous ce qu'il fait ? Un jour, il enlève le dessus de marbre d'un guéridon et il me l'envoie à la tête, qu'il a saigné du nez, de l'oreille... c'est dégoûtant. C'est bon, je ne dis rien. Un autre jour...

M. le président : Arrivez tout de suite à la scène du 16 mars.

Rouquet : Eh bien, c'est toujours la même chose ; ce jour-là, il a pris une des barres de fer qui servent à former ma boutique, et il m'en a donné le coup du lapin avec. Ma foi ! comme c'était la treizième ou quatorzième fois qu'il manquait de m'assommer, vous comprenez que voyant passer un sergent de ville...

M. le président : Est-ce que vous ne deviez pas épouser la fille de Sébillion ?

Rouquet : Je le dois toujours.

Sébillion : La veux-tu ? (Rires.)

Rouquet : Père Sébillion, j'ai l'honneur de vous demander sa main et de retirer ma plainte. Figurez-vous, messieurs, que voilà la première fois que je trouve le père Sébillion pas ivre, c'est pour ça que je profite de l'occasion, vu qu'étant constamment en ribote, il n'y a pas moyen d'avoir une bonne raison de lui quand j'y demande sa fille.

Sébillion : Je te l'accorde.

M. le président : Cela ne vous justifie pas ; comment, voilà un homme que vous avez failli assommer plusieurs fois...

Sébillion : Le vin, mon juge...

Rouquet : Je ne disais rien pour la chose que voulant devenir son gendre...

Sébillion : Désistez-toi et tu l'es.

M. le président : Le ministère public ne se désiste pas.

Le Tribunal condamne le prévenu à six jours de prison.

Sébillion : Je te l'accorde tout de même.

Rouquet : Oui, parce que vous êtes à jeun, et quand vous serez en ribote... Mais je m'en moque, vous savez ? votre fille est majeure depuis quinze jours, et on se passera de vous.

Hier, vers midi, un homme, qui paraissait être en état d'ivresse, descendit sur la berge de la rive droite de la Seine, sur le quai de l'Ecole, et s'arrêta près du bord, commença à se dépoiler de ses vêtements, pièce par pièce. En un clin d'œil il fut complètement dénudé; il jeta alors sa chemise dans l'eau et se mit à la laver aussi paisiblement que s'il eût été seul et enfermé chez lui. Des agents de ville, avertis par les clameurs des passants qui s'étaient attroupés sur le quai, descendirent auprès de ce personnage excentrique, et après l'avoir forcé de se rhabiller, le conduisirent au bureau de M. le commissaire de police du quartier.

Un grave accident, suivi de mort, est arrivé, hier, vers cinq heures et demie du soir, dans la rue de la Tonnelierie. Des ouvriers au service de M. K..., entrepreneur de travaux publics, étaient occupés à démolir une maison portant le n° 2; une douzaine d'entre eux, tirant de toutes leurs forces sur un câble très volumineux, cherchaient à accélérer la chute extérieure d'un pan de mur excessivement élevé. Mais au lieu de tomber extérieurement, cette masse énorme s'écroula à l'intérieur de la maison; en tombant, elle effondra complètement les plafonds des trois premiers étages, sur lesquels elle s'abattit avec un fracas épouvantable. Dans une boutique, située au-dessous de ces plafonds, on avait laissé entrer un ouvrier, nommé K..., qui s'y trouvait encore au moment où l'écroulement eut lieu. A l'instant même, des travaux de déblaiement furent commencés pour essayer de sauver ce malheureux; mais on ne put retrouver que son cadavre. M. Tannier, commissaire de police, qui dirigeait les opérations de sauvetage, après s'être convaincu de l'imminent danger qu'eût offert la continuation du déblaiement au milieu de cet amas de pierres chancelantes, et pour ainsi dire suspendues sur la tête des travailleurs, fit ajourner à lendemain la fin des travaux. Il paraît du reste à peu près certain que K... a dû être la seule personne eusselle sous ces décombres. Une enquête a été commencée par l'autorité afin de savoir à qui doit incomber la responsabilité de ce malheureux événement.

Une scène de violence et d'assassinat a eu lieu, hier matin, à cinq heures, rue de Charonne. Un ouvrier corbonnier, âgé de vingt-deux ans, Emile F..., qui, depuis quelques jours, avait été renvoyé par son patron, le sieur B..., s'est rendu au domicile de ce dernier, et après s'être introduit dans la chambre à coucher, s'approcha du lit où B... dormait encore, et lui porta alors dans la région du cou plusieurs coups d'un tranchet qu'il portait à la main. Aux cris poussés par la victime, les gens de la maison accoururent, et trouvèrent B... baigné dans son sang. F... fut immédiatement arrêté, et conduit chez M. Lambaud, commissaire de police. On a saisi sur lui le tranchet dont il s'est servi pour commettre le crime.

B... a été transporté immédiatement à l'hôpital Saint-Antoine, pour y recevoir les secours que nécessite son état.

Un télégramme adressé par le chef de la gare de Poitiers au directeur de la compagnie d'Orléans relate le fait suivant :

« Un chef de brigade de la voie, blessé par la locomotive du train 20, près de la station de Chassenneuil, est mort le 5 avril des suites de sa blessure. »

Hier, à deux heures après midi, deux employés du service de la salubrité publique ont trouvé dans l'égout de la rue de Strasbourg le cadavre d'un enfant du sexe masculin, paraissant n'être pas né à terme. Le corps a été porté au bureau de M. Corréze, commissaire de police.

Sommaire de la livraison du 5 avril (5^e année) du

Monde judiciaire, revue mensuelle, par M. Norbert Billiard :

Réponse à M. Jules Richard. — Leçon de libéralisme à l'Épique. — Comédie de salon en plein Soleil. — La peine de mort par pile électrique. — Le ravitaillement du Palais de Justice. — M. Moulin chez la mère Moreau. — Fin d'un roman anglo-français. — Divorce de high life. — Le solliciteur d'une actrice. — Clerc déguisé en jolte femme. — Une actrice canine. — Considérant sublime. — Un avoué deux fois heureux. — L'honneur d'un cadavre. — Portrait d'un huis-clos. — Le mari d'une demoiselle. — Zèle d'un avocat désespérant pour son client. — La prudence de Lucrèce. — Logique d'un enfant. — La sœur d'un condamné à mort. — Un monsieur qui veut être nommé. — M. Quétand. — Un ours de Savoie. — M. G. Benoit-Champy sportsman, administrateur et professeur. — L'hygiène des affaires. — Pétition au Sénat par M. Becker. — Une épreuve de M. Leberquier. — L'épave de M. Mirès. — La justice trouvant ce qu'elle ne cherche pas. — Le droit d'édition Lischel. — L'extradition dramatique à Genève. — Fausse nouvelle littéraire. — Infections amusantes. — Alexandre Dumas mal connu. — L'erratum d'un nom.

On s'abonne chez Dentu. — Un an : 10 fr. — La livraison, 1 franc.

Le meurtre de Monal leschi, si souvent dramatisé sur la scène et dans les romans, a trouvé dans un de ses témoins, le P. Le Bel, le conteur le plus véridique et le plus émouvant. Après deux siècles, on cite encore sa relation comme un procès-verbal du plus vif intérêt. L'édition originale de ce petit opuscule, la seule complète, manque depuis longtemps dans les bibliothèques; mais on pourra recourir désormais à la réimpression que vient d'en donner M. Louis Lacour sous la forme d'un de ces jolis volumes à l'aspect archaïque particulier aux publications de cet éditeur.

Bourse de Paris du 5 Avril 1866

3 0/0 { Au comptant, D^r c. 67 65 — Hausse » 05 c.
Fin courant. — 67 65 — Hausse » 22 1/2

4 0/0 { Au comptant, D^r c. 97 — Baisse 1 — c.
Fin courant. — — — —

	1 ^{er} cours.	Plus haut.	Plus bas.	D ^r cours.
3 0/0 comptant...	67 65	67 75	67 62 1/2	67 65
Id. fin courant...	67 47 1/2	67 65	67 45	67 65
4 1/2 0/0 comptant...	97 25	97 25	97 —	97 —
Id. fin courant...	—	—	—	—
4 1/2 ancien, compt.	—	—	—	—
4 0/0 comptant...	88 20	—	—	—
Banque de France...	3510	—	—	—

ACTIONS

	D ^r cours, au comptant.	D ^r cours, au comptant.
Crédit foncier...	1330	Sud-Autrich-Lombard 356 25
Crédit foncier colonial...	—	Victor-Emmanuel... 81
Crédit agricole...	—	Romains... 104
Crédit Indust. et comm.	480	— privilégiés... 104
Crédit mobilier...	635	Sarragosse... 202 50
Société générale...	575	Séville à Xérès... 43 75
Comptoir d'escompte...	886 25	Nord de l'Espagne... 160
Orléans...	865	Sarragosse à Pampelune... —
Nord...	1120	Sarragosse à Barcelone... 90
Est...	510	Portugais... 159
Lyon-Méditerranée...	881	Caisse Miro... 54 50
Crédit mobilier...	645	Gar. C ^{te} Parisienne... 1612 50
Mid... 560	75	C ^{te} Immobilière de Paris 41 25
Ouest...	569	Ch. et Docks St-Ouen... 175
Charantes...	385	Docks de Marseille... 500
Bessèges et Alais...	45 14	Omnibus de Paris... 1080
Emprunt Mexicain...	332 1/2	C ^{te} des Petites Voitures... 77 50
Autrichiens...	—	—

OBLIGATIONS

	Dern. cours, comptant.	Dern. cours, comptant.
Seine, 1857...	278 75	Ouest... —
Ville de Paris, 5 0/0, 1852...	1155	— 3 0/0... 304 25
— 1855, 1860...	428 75	Est, 52-54-56, 500 fr... 565
— nouvelles (1865)...	512 50	— nouvelles 3 0/0... 305 50
Obl. foncière 500 f. 4 0/0...	490	Bale... —
— 3 0/0...	460	Grand-Central... 305 25
— (1863) 4 0/0...	480	Lyon à Genève... 304 60
Obligations communales...	395	— nouvelles... 302 1/2
Orléans...	—	Bourbonnais... 318
— nouvelles...	—	Mid... 303 50
— 3 0/0...	306 50	Ardenne... 304
Rouen...	1005	Dauphiné... 305
— nouvelles...	—	Bessèges à Alais... —
Havre...	520	Chemins Autrichiens... —
Lyon-Méditerranée, 5 0/0...	520	

